



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 70 – 7 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

BURKINA FASO :
MISE EN SERVICE DE
MICRO-CENTRALES
PHOTOVOLTAÏQUES

NIGERIA : LA BANQUE
DE DEVELOPPEMENT
OBTIENT SA LICENCE
BANCAIRE

COTE D'IVOIRE : BAISSÉ
DE 36% DU PRIX BORD
CHAMPS MINIMUM
CACAOB

MALI : ADOPTION
D'UNE NOUVELLE LOI
SUR LE FONCIER
AGRICOLE PAR
L'ASSEMBLEE
NATIONALE

ZIMBABWE :
INAUGURATION DU
PREMIER DATA CENTER
DE CLASSE MONDIALE
DU PAYS PAR TELONE

AFRIQUE DU SUD :
NOUVELLE LEGISLATION
REGISSANT LES
PROCESSUS DE
PASSATION DES
MARCHES PUBLICS

AFRIQUE DU SUD :
LARGE REMANIEMENT
MINISTERIEL,
NOUVEAU MINISTRE
DES FINANCES

GHANA : LE COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE
ABAISSÉ LE TAUX
DIRECTEUR

TOGO : REMANIEMENT
MINISTERIEL



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

CONJONCTURE

▼ Nigéria : le FMI conclut les consultations de l'article IV

Le 29 mars, le conseil du FMI a examiné la revue de l'article IV du Nigéria : la situation financière reste marquée par une contraction de l'activité et par des déséquilibres monétaires et financiers. En 2016, la croissance s'est contractée de 1,5 % et l'activité non pétrolière de 0,3 %. Le taux d'inflation a doublé pour atteindre 18,6 % en fin d'année et le déficit budgétaire s'est creusé à 4,7 % du PIB, et ce malgré la sous-exécution des dépenses d'investissement. Le ratio des intérêts de la dette rapportés aux recettes a doublé, aujourd'hui estimé à 66 %. Les services tablent sur une reprise de la croissance à 0,8 % en 2017 et sur une inflation en fin de période de 17,5 % avec une production de pétrole brut de 2 M b/j.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Abuja émet un nouvel Eurobond de 500 M USD à 7,5 %

Le gouvernement fédéral nigérian a émis mercredi 29 mars un Eurobond de 500 M USD pour une maturité de 15 ans avec un coupon de 7,5 %. Il s'agit du second Eurobond nigérian en moins de deux mois, celui du 16 février dernier ayant été émis pour un coupon légèrement plus élevé de 7,875 %. La ministre des Finances, Kemi Adeosun, a précisé que ces fonds serviront au financement des dépenses du capital inscrites au budget. D'après le Bureau de la dette (DMO), la dette extérieure s'est établie à 11,4 Mds USD (+6,4 %) fin 2016, composée à 70 % d'engagements auprès des bailleurs multilatéraux. Le coût du service de la dette extérieure continue de progresser, avec près de 1,62 Md USD alloués en cinq ans, toujours selon les chiffres publiés par la DMO.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le comité de politique monétaire abaisse le taux directeur

Le comité de politique monétaire a abaissé le taux directeur à 23,5 %, soit la plus importante baisse en 10 ans. La dernière modification du taux directeur datait de novembre 2016 : le taux avait alors été abaissé pour la première fois depuis juillet 2011, à 25,5 % (contre 26 % auparavant). La diminution continue de l'inflation depuis 5 mois (13,2 % en février 2017 contre 15,4 % en décembre 2016 et 17,2 % en septembre 2016) a permis cette forte réduction. Néanmoins, la plupart des banques ne devraient pas réduire les taux d'intérêts sur les crédits, à 33 % en moyenne actuellement.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : démission du gouverneur de la Banque centrale

Le directeur de la Banque centrale ghanéenne (BoG) a démissionné de son poste, au lendemain de la tenue du comité politique monétaire. Nommé en avril 2016 par l'ancien président Mahama, Abdul Nashiru Issahaku a réussi à répondre aux priorités de la BoG, à savoir la réduction de l'inflation (13,2 % en février 2017 contre 19,3 % en mars 2016), et la stabilisation de la monnaie sur l'ensemble de l'année 2016 avant que le Cedi ne dévise à nouveau au début de cette année (-10 % sur les trois premiers mois de 2017).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : baisse de 36 % du prix bord champs minimum du cacao

Le gouvernement ivoirien vient de fixer le prix minimum garanti d'achat du cacao bord champ à 700 FCFA (1,1 EUR) le kilogramme, pour la campagne intermédiaire qui s'est ouverte le 1^{er} avril. Par rapport à la précédente campagne, le prix est en baisse d'environ 36 %. Cette décision intervient pour prendre en compte la chute du prix international du cacao depuis septembre 2016 (-32 % entre août 2016 et février 2017). La Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial de cacao, avec environ 40 % de part de marché (1,8 million de tonnes en 2016). Les revenus de la filière représentent 15 % du PIB ivoirien. Le cacao génère 17 % des recettes fiscales et 43 % des recettes d'exportations. Il fait vivre environ un quart de la population.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un secteur minier en progression

La production d'or en Côte d'Ivoire a atteint 25 tonnes en 2016, soit une hausse de 6,4 % par rapport à 2015, selon le gouvernement ivoirien. Celle de manganèse s'est établie à 207 tonnes. Fin décembre 2016, 159 permis de recherche minière et 51 autorisations d'exploitation de carrières industrielles de granite étaient en cours de validité. Le nombre d'emplois directs du secteur est estimé à 8 291 (+ 25 %). Les emplois indirects sont estimés à 24 800 en 2016 (+38 %). Le chiffre d'affaires du secteur minier a atteint 738,5 M EUR en 2016. Les perspectives à court et moyen termes sont marquées par la construction de deux nouvelles mines d'or, d'une nouvelle mine de manganèse, d'une mine de nickel latéritique et d'une mine de bauxite.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le Trésor mobilise 19,3 Mds FCFA sur le marché des capitaux de l'UEMOA

Les bons du Trésor émis par le Niger le 30 mars 2017 ont reçu des souscriptions pour un montant global de 20,4 Mds FCFA, sur les 30 Mds FCFA mis en adjudication, soit un taux de couverture de 68 %. Au final, le Niger n'a retenu que 19,3 Mds FCFA (29,4 M EUR), dont 10,18 Mds FCFA (15,5 M EUR, taux d'intérêt marginal de 6,5 %) pour une première partie qui arrivera à maturité dans six mois et de 9,2 Mds FCFA (14 MEUR, taux d'intérêt marginal de 6,75 %) pour une deuxième partie qui arrivera à maturité dans un an. Avec cette dernière opération, le Niger aura mobilisé en tout 74 Mds FCFA (112,8 M EUR) sur le marché des capitaux de l'UEMOA au cours du 1^{er} semestre 2017.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Togo : remaniement ministériel

Le conseil des ministres du 31 mars a annoncé un léger remaniement, avec l'arrivée de Yaovi Attigbé Ihou en remplacement de Bernadette Essossimna Legzim-Balouki au ministère de l'Industrie et du Tourisme. Il s'agit également d'une modification du portefeuille ministériel puisqu'il incluait auparavant également le Commerce et la Promotion du secteur privé.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : large remaniement ministériel, nouveau Ministre des finances et tensions sur les marchés**

Le Président Zuma a procédé le 30 mars à un remaniement ministériel de grande ampleur, nommant 10 nouveaux ministres et 10 vice-ministres. Parmi eux figurent notamment le tandem Malusi Gigaba (ministre de l'Intérieur depuis mai 2014 et proche de la présidence) et Sifiso Buthelezi (ancien conseiller du Président) qui reprennent respectivement le portefeuille de l'ancien ministre des Finances Pravin Gordhan (respecté par les marchés pour sa rigueur budgétaire) et de l'ancien vice-ministre des Finances Mcebisi Jonas.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la Banque de développement obtient sa licence bancaire**

La Banque centrale du Nigéria a accordé une licence à la Banque de développement du Nigéria (DBN). Plusieurs bailleurs de fonds participent à la dotation de la DBN à hauteur de 1,3 Md USD (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Agence française de développement et KfW). La DBN doit permettre d'améliorer l'inclusion financière des microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) nigérianes. D'après le plan à moyen terme de reprise et de croissance économique, les MPME comptent pour 50 % du PIB nigérian, emploient 84 % des actifs et génèrent 7,3 % des recettes d'exportations. En dépit de leurs poids, ces structures ne bénéficieraient que de 5 % du volume des prêts des banques.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : maintien du taux directeur, amélioration des perspectives d'inflation et légère révision à la hausse des prévisions de croissance**

Le 30 mars, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux directeur à 7 %. Les projections d'inflation ont été révisé à la baisse, de -0,3 point de pourcentage à +5,9 % en moyenne en g.a pour 2017, l'inflation devant regagner la cible de 3-6 % des autorités à partir du T2 2017. En parallèle, les autorités monétaires ont révisé à la hausse les prévisions de croissance du PIB de +0,1 point pour 2017 (désormais à 1,2 %) et 2018 (à 1,7 %). Cette révision s'explique notamment par l'anticipation d'une croissance plus forte des pays partenaires de l'Afrique du Sud et d'une augmentation des prix des matières premières hors pétrole.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : baisse du taux directeur et rebond attendu de la croissance**

Le 24 mars, les autorités monétaires ont décidé de baisser le taux directeur de 200 pdb à 22 % (au plus bas depuis octobre 2012) tout en maintenant le taux des réserves obligatoires à 7,5 %. La baisse du taux directeur, permise grâce à la poursuite du mouvement de désinflation, sera favorable à l'activité. Après une croissance du PIB de 2,7 % l'an passé, les autorités monétaires indiquent s'attendre à un rebond de 4 à 5 % cette année grâce à de meilleures conditions climatiques et un environnement macroéconomique plus stable.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : très forte baisse de la croissance du PIB en 2016**

Les données préliminaires de la croissance du 4^{ème} trimestre 2016 ont confirmé la faiblesse de l'activité avec une contraction du PIB de -3,1 % en glissement annuel (recul le plus important depuis le T3 2012), après -0,8 % au T3, +0,1 % au T2 et +4,8 % au T1. Sur l'année, la croissance du PIB aurait très fortement baissée à 0,2 % en g.a seulement en 2016 après 6,1 % en 2015. La croissance est au plus faible depuis la récession de 1993. L'activité a été freinée par la construction (-29,5 %) et le secteur de l'eau et de l'électricité (4,4 % l'an passé contre 14,2 % en 2015), et par la faible croissance du secteur tertiaire (+3,4 %).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Mise en place d'un fonds de financement de la couverture universelle pour 2017**

Le ministre des Finances sud-africain Pravin Gordhan a annoncé la mise en place d'un fonds de financement de la couverture santé universelle (NHI). Ce fonds sera en partie financé par une réduction des subventions accordées aux mutuelles privées. Alors que le gouvernement travaille toujours sur le Livre Blanc présenté par le ministre de la Santé Aaron Motsoaledi en 2015, cette nouvelle représente un avancement encourageant vers l'aboutissement de cette mesure phare du gouvernement. Le gouvernement prévoit une augmentation de 8,3 % des fonds alloués à la santé d'ici à 2018 et ce en priorité pour les services de maternité, l'amélioration des soins psychiatriques et gériatriques et la lutte contre le HIV/AIDS.

✉ alizee.loridan.int@businessfrance.fr

▼ **Sénégal : 97 % des unités économiques recensées dans le cadre du RGE opèrent dans le secteur informel**

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le Sénégal compte 407 882 unités économiques, dont 60,4 % sont localisées dans l'axe Dakar, Thiès et Diourbel, à la suite du Recensement général des entreprises (RGE). 52,1 % des unités économiques exercent dans le commerce, 96,8 % sont des entreprises individuelles. Le secteur informel concentre 97 % des unités recensées - essentiellement dans le textile, l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce - et ne contribue qu'à 16,3 % au chiffre d'affaires global qui est de 11 349 Mds FCFA (17,3 Mds EUR) dont 40,3 % vient du secteur du commerce et 69,6 % est généré par les grandes entreprises.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : croissance de 30 % du PIB de 2014 après changement de l'année de base de calcul**

Au terme des travaux du Projet de rénovation des comptes nationaux effectués par l'ANSD, le PIB de 2014 est ressorti à 9 789 Mds FCFA (15 Mds EUR), en hausse de 30 % par rapport à son niveau évalué selon l'ancienne base 1999. Cette hausse est essentiellement due à une meilleure couverture de l'activité économique (Recensement général des entreprises) et à une meilleure prise en compte des activités d'exploitation minière, de pêche continentale, d'aquaculture, d'hydraulique rurale et des recommandations du Système de comptabilité nationale (SCN 2008). Le taux de pression fiscale passe de 19,6 % à 15,1 % du PIB, le déficit public de 5,1 % à 4 % et le taux d'endettement de 54,4 % à 42 %.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : un plan en 60 jours pour soutenir l'environnement des affaires

Le gouvernement nigérian a publié jeudi 23 mars le bilan à mi-parcours de son Plan en 60 jours pour renforcer la facilité des affaires. Il a pour objectif la suppression des goulots d'étranglement qui affectent le commerce et un progrès de 20 places au classement *Doing Business* (169^{ème} sur 190 pays en 2017). Plusieurs mesures ont déjà été mises en place : digitalisation des procédures de création d'entreprise, d'obtention des permis de construire ou encore d'enregistrement des propriétés. Des mesures d'optimisation logistique ont été introduites dans les ports, et un nouveau visa est disponible pour les investisseurs étrangers, délivré directement à l'arrivée et sous 48h. La disponibilité et les délais de ces services restent à renforcer.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : le tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO ne fait pas l'unanimité

Le TEC et le schéma de libéralisation des échanges sont entrés en vigueur au Libéria en janvier dernier, avec pour objectif de promouvoir les échanges intracommunautaires (entre 8 et 13 % du commerce global de la CEDEAO). Les Etats membres disposent néanmoins d'une période transitoire de 5 ans, durant laquelle ils peuvent conserver des droits de douanes inférieurs à ceux du TEC. A terme, le Libéria verra ainsi passer son droit de douane moyen de 2,5 % à 11-12 %. L'organisation patronale libérienne PATEL (*Patriotic Entrepreneurs of Liberia*) émet quelques réserves quant à la mise en place du TEC, soulignant notamment la faiblesse du tissu productif local pour concurrencer l'offre des autres Etats de la CEDEAO.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : adoption d'une nouvelle loi sur le foncier agricole par l'Assemblée nationale

Il s'agit de mettre en place un cadre qui permet de sécuriser les terres des paysans, de les différencier des domaines de l'Etat et d'éviter les litiges fonciers en milieu rural. Pour mémoire, le Mali dispose de 2 200 000 hectares de terre aménageables et irrigables dont 400 000 hectares sont aménagés. L'adoption de ce projet de loi devrait aussi permettre d'accélérer le processus d'aménagement mais également d'attirer les investisseurs étrangers dans le pays.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : vers un partenariat économique avec la CEDEAO?

Le président de la commission de la CEDEAO, Marcel Alain Da Souza, effectue actuellement une visite à Nouakchott. Il a été reçu par le Président de la République. A cette occasion, la perspective d'un partenariat économique renouvelé, notamment dans les domaines des échanges commerciaux, des transports, de l'investissement et de l'énergie entre la Mauritanie et la CEDEAO a été abordée. La Mauritanie, un des pays fondateurs de la CEDEAO (1975), s'était retirée de cette organisation sous régionale en 2000.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : entrée en vigueur de la nouvelle législation régissant les processus de passation des marchés publics**

Toute entité gouvernementale proposant un marché public peut désormais fixer un niveau BEE minimum comme critère de pré-sélection, éliminant les entreprises non éligibles. Pour l'attribution du contrat, un principe de 80/20 (prix du devis du soumissionnaire et score BEE dans la décision finale) s'appliquera aux offres comprises entre 1 M ZAR et 50 M ZAR, alors que le ratio serait de 90/10 pour les contrats de plus de 50 M ZAR.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : adoption d'une loi relative à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques**

Le Président de la République du Congo a promulgué le 9 mars 2017, la loi n°10-2017 portant code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques. Ce texte institue une obligation de bonne gouvernance, qui s'applique tout autant aux fonds de l'Etat et de ses administrations publiques, qu'aux fonds de l'assistance extérieure accordés par les institutions internationales ou les Etats étrangers. A cet égard, la loi instaure notamment une obligation de conformité au cadre économique, et de légalité des opérations financières de l'Etat et des administrations publiques, ainsi qu'une obligation de publicité exhaustive de ces opérations.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : General Electric se positionne sur une concession ferroviaire de 3 500 km**

Un consortium emmené par General Electric (GE) a déposé mercredi 29 mars la seule offre reçue par le gouvernement pour un projet ferroviaire de près de 2 Mds USD, qui comprendrait deux axes Nord-Sud reliant les villes de Kano à Lagos d'une part, et de Maiduguri à Port Harcourt d'autre part. La concession porte sur environ 3 500 km de rail, pour laquelle GE est en partenariat avec les sociétés Transnet (Afrique du Sud), APM Terminals (Pays-Bas) et Sinohydro (Chine). Autre information sur le secteur, l'entreprise chinoise CCECC a remporté un contrat d'1,79 Md USD pour la construction d'une voie ferrée reliant Lagos à plusieurs de ses banlieues, sur financement de l'Exim Bank chinoise.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : vers l'adoption d'un nouveau programme FEC du FMI ?**

En décembre 2016, le FMI a approuvé la sixième revue des résultats de la Sierra Leone dans le cadre d'un programme triennal adopté en 2013 pour 253,8 M USD. Les autorités et le FMI seraient en discussion pour l'adoption d'un nouveau programme dès cette année. Mise à mal dès 2014 par l'épidémie d'Ebola et la baisse des cours des matières premières, l'économie sierra léonaise devrait croître de 6 % en 2017 contre 4,9 % en 2016. Néanmoins, le contexte macroéconomique demeure relativement incertain : (i) l'inflation s'établit en fin d'année 2016 à 17,4 %, (ii) augmentation du déficit public passant de 4,6 % en 2015 à 8,2 % en 2016, (iii) creusement du déficit courant qui passe de 17,5 % du PIB en 2015 à 19,9 % en 2016.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : prêt de 60 Mds FCFA (91,5 M EUR) du Japon pour la construction du terminal céréalier du port autonome d'Abidjan**

Le Japon vient d'accorder à la Côte d'Ivoire un prêt de 10,9 Mds de yens (60 Mds FCFA, soit 91,5 M EUR) pour la construction du terminal céréalier du port autonome d'Abidjan. Ce projet vise à assurer une manutention efficiente et stable des denrées alimentaires en vrac qui transitent par le port. La réalisation des travaux devrait être confiée à des entreprises japonaises.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Banque mondiale adopte une nouvelle stratégie pour la période 2017-2021**

Le groupe Banque mondiale a examiné et adopté le 28 mars 2017, à Washington, un nouveau cadre de partenariat avec le Cameroun pour la période 2017-2021. Les secteurs visés sont : l'énergie, le transport, l'agriculture, les TIC, la santé et l'éducation. Les populations des régions septentrionales seront les principaux bénéficiaires des programmes de cette stratégie.

La Banque mondiale gère actuellement un portefeuille qui comprend deux opérations de la BIRD et 13 projets de l'IDA, pour un montant total de 1,4 Md USD. L'IFC conduit 14 investissements dont l'encours s'établit à 404 M USD. La MIGA garantit trois projets, soit un engagement brut de 265 M USD.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Un consortium d'entreprises italiennes se positionne pour le financement de la construction d'une route reliant le Cameroun au Gabon**

En février 2017, en marge du forum Cameroun-Italie, un protocole d'accord a été signé entre le Ministre camerounais des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi et Mario Giron, vice-ministre italien des Affaires étrangères chargé de la Coopération. Cet accord précise que les entreprises italiennes Seas, Italferr et le groupe Leonardo se chargeront de réaliser une route longue de 108 km, qui partira de la ville d'Oveng, au sud-Cameroun, jusqu'à la frontière avec le Gabon. A cet effet, une mission conduite par le directeur général de Seas, Andrea Bruschi, séjourne au Cameroun depuis le 31 mars 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la Banque mondiale incite les autorités à mettre l'accent sur les projets de développement urbain**

La BM encourage les pouvoirs publics à continuer à travailler sur le développement urbain. Avec une population estimée à 4,5 M d'habitants, dont près de 70 % vivent en milieu urbain, le Congo est l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique subsaharienne (moyenne de 43%). Déjà engagée au travers de son Projet eau, électricité, développement urbain PEEDU, la BM relève qu'en dépit de ce taux d'urbanisation le manque d'investissements dans ce domaine n'a pas encore permis le développement urbain productif et inclusif souhaité. Moins de 50 % des foyers de Brazzaville et Pointe-Noire sont raccordés au réseau électrique. La réhabilitation de ces deux villes nécessite un financement estimé à 1,3 Md USD par la BM.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la liaison en fibre optique entre Brazzaville et Kinshasa pourrait être effective fin avril**

Les travaux de la liaison en fibre optique entre Kinshasa et Brazzaville devraient s'achever fin avril. Ce projet – dont le protocole d'accord a été signé en avril 2015, après la pose en 2012 du câble sous fluvial – va permettre d'interconnecter les réseaux de télécommunications des deux États et d'améliorer leurs offres de services Internet. Il devrait également permettre de prévenir les éventuelles défaillances entre Kinshasa et la station d'atterrissage de Mouanda d'une part, et entre Brazzaville et la station de Matombi d'autre part. La supervision du projet est assurée à Kinshasa par la Société congolaise des Postes et Télécommunications et à Brazzaville par la Société Congo Télécom.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la FAO appuie le pays dans sa lutte contre la faim et la pauvreté**

La FAO s'est engagée le 4 avril à appuyer le ministre congolais de l'Agriculture dans l'élaboration de sa stratégie nationale de renforcement des capacités des organisations paysannes. Ce projet, qui s'intègre dans le programme d'actions prioritaires (PAP) du ministère pour les trois prochaines années, a pour objectif la mise en place d'une agriculture plus productive, inclusive et durable dans un pays où près de 21% de la population est sous-alimentée (source IFPRI), alors que plus de 8 millions d'ha de terres arables sont disponibles et seuls 2% cultivés. Le ministère s'engage à assurer les conditions de réalisation du projet et la FAO à fournir les équipements informatiques nécessaires à sa réalisation.

✉ catherine.dumarche@dtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Energie et matières premières

▼ Le Nigéria sollicite la Banque mondiale pour un prêt destiné à soutenir le secteur minier

Le ministre des Mines et du développement de l'acier, Kayode Fayemi, a indiqué mardi 28 mars que le gouvernement était entré en discussion avec la Banque mondiale pour l'obtention d'un prêt de 150 M USD qui servirait à financer le projet Mindiver. Ce projet a pour objectif le renforcement des institutions, de la connaissance et de l'investissement intérieur du secteur. Selon le rapport 2016 du NBS, le Nigéria a produit près de 43,5 M de tonnes de minéraux solides cette année (+8,75 % en g.a.), contre 40 M de tonnes en 2015. Pour rappel, en 2015, le secteur minier représentait 0,3 % de l'emploi national, 0,02 % des exportations, et 0,3 % du PIB.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : présence probable d'uranium dans le Sahel burkinabé

La société canadienne Geotech Airborne a effectué un relevé géologique dans le nord-est du pays. Des cibles d'uranium auraient été détectées dans la région de Sebba et le bassin de Taoudéni, dans le Sahel, mais aussi de l'or, de l'aluminium et d'autres minerais. Les recherches ont été financées par la Banque mondiale, à travers le Programme d'appui au développement du secteur minier, à hauteur de 300 M FCFA (457 347 EUR).

✉ xavier.toolo@diplomatie.gouv.fr

▼ Burkina Faso : mise en service de micro-centrales photovoltaïques

Le ministre burkinabé de l'Energie et le chef de la délégation de l'UE au Burkina ont procédé à l'inauguration de sept centrales solaires photovoltaïques à Guiba et Bindé. Sept villages de la province bénéficient à ce jour de ce programme lancé en 2011, pour une puissance globale installée de 51,8 kW. Il est prévu dans chaque village la construction d'une unité locale de production d'électricité solaire d'une puissance moyenne de 7 kW, la réalisation d'un mini réseau et la distribution de kits solaires. Ce projet est financé par l'UE dans le cadre du programme Facilité énergie ACP-UE, à hauteur de 555 824 EUR. Il est réalisé par le Service international d'appui au développement et ses partenaires (2iE et la coopérative financière Cofides Nord Sud).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : inauguration de la centrale thermique de Gorou Banda de 100 MW**

Le Président du Niger a inauguré le 2 avril la centrale électrique de Gorou Banda dans le département de Say (Sud-Ouest du Niger). Le site de Gorou Banda, d'une superficie de 80 hectares, est devenu le plus grand complexe électrique du pays. La centrale permettra de faire face aux problèmes de fourniture en énergie électrique auxquels sont confrontées les populations de la ville de Niamey et de ses environs. Le coût global du projet est estimé à 114,3 M EUR. Il a été cofinancé par l'Etat du Niger, la Banque Ouest africaine de développement et la Banque islamique de développement. Les travaux avaient commencé en avril 2013 et ont été exécutés par les entreprises chinoises Synohydro et Tbea.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Afrique du Sud : Le ministre sud-africain des Ressources minières donne son accord pour l'exploitation du gaz de schiste dans le Karoo**

Selon le ministère sud-africain des Ressources minières, la finalisation des modifications apportées à la Loi sur le développement des ressources minières et pétrolières (MPRDA) permettra que le gaz de schiste soit développé en toute sécurité par le processus de fracturation hydraulique, communément appelée fracking. Le gisement du Karoo permettrait de récupérer jusqu'à 50 Tcf (trillions de pieds cubes) de gaz de schiste.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : le groupe Mitsui & Co a acheté des actifs du brésilien Vale au pour 733 M USD**

La transaction concerne la mine de Moatize ainsi que le Corridor Logistique de Nacala (CLN). La transaction est toutefois conditionnée à l'atteinte d'objectifs par Vale, notamment une opération de refinancement de la mine pour 2,7 Mds USD qui devra être conclue fin 2017.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : conférence au sujet du projet de barrage de Batoka, commun à la Zambie et au Zimbabwe**

Cet évènement, qui a eu lieu les 30 et 31 mars à Livingstone et dont l'objectif était d'attirer investisseurs et contractants, illustre la forte mobilisation politique autour du projet, puisque, outre la vice-présidente zambienne, plusieurs ministres zambiens et zimbabwéens étaient présents. Néanmoins, la Banque mondiale, qui a financé l'étude de faisabilité bientôt terminée, n'est à l'heure actuelle pas prête à s'engager dans le projet.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : pénuries de gaz et de carburant dans le pays**

Le pays connaît de sévères pénuries de carburant et de gaz depuis plusieurs semaines. Elles sont en partie dues à un manque d'espaces de stockage et à une trop faible capacité de production de l'unique raffinerie pétrolière du pays, qui ne peut couvrir que 67 % de la demande locale. Ces pénuries sont accentuées par les difficultés d'acheminement routier et ferré de Pointe-Noire vers Brazzaville du fait d'incidents récurrents dans le département du Pool. Cette situation entraîne une hausse du prix des transports (la course en taxi a augmenté de 50 %) et constitue l'occasion pour les pompistes de vendre à leurs conditions. En parallèle, les prix du gaz enregistrent des augmentations de 200 à 300 %.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la CORAF suspend ses activités pour maintenance

La situation de pénurie de carburant devrait être encore amplifiée par la suspension annoncée d'un mois des activités de la Congolaise de Raffinage (CORAF), unique raffinerie pétrolière de la République du Congo, afin de procéder à la maintenance de ses équipements. Ses capacités de production et de stockage demeurent toutefois trop faibles. Sur une demande nationale de carburant estimée à 1,2 M de tonnes/an, la CORAF n'en produit que 800.000, le reste étant régulièrement importé de Kinshasa. Les travaux d'extension de cette raffinerie, qui devrait également lui permettre d'augmenter sa capacité de production, tardent à démarrer par manque de financements.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la forêt génère 5,6% du PIB

L'exploitation de la forêt tropicale congolaise représente 5,6% du PIB. Après le pétrole, le bois est la deuxième source de revenus de l'État et devrait rapporter 17,6 Mds FCFA dans les caisses publiques en 2017. Ce secteur est le plus grand pourvoyeur d'emplois du pays après la Fonction publique, avec 7400 emplois directs. Actuellement, 1,5M de m3 de bois est exploité par an, alors que le pays pourrait en produire 2M sans compromettre la durabilité de sa forêt. Un nouveau Code forestier, en cours d'élaboration, devra définir les conditions d'exploitation forestière et encourager la transformation du bois dans le pays, afin de maximiser sa valeur ajoutée localement.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Nigéria : près de 12 % de produits indiens enregistrés en 5 ans

L'Agence nationale pour l'alimentation, l'administration et le contrôle des médicaments (NAFDAC) a enregistré près de 12 % de produits indiens depuis 2012, selon Yetunde Oni, directrice générale par intérim de l'agence. « Au cours des cinq dernières années, environ 50 369 produits ont été enregistrés par la NAFDAC. Sur ce chiffre, environ 5 891 étaient des produits en provenance d'Inde », a-t-elle déclaré lors de l'*Indian Professionals Forum* qui s'est tenu à Lagos récemment. Yetunde Oni a également ajouté que 95 % de ces produits importés en provenance d'Inde sont des produits médicamenteux et que l'agence a dernièrement revu et mis à jour ses procédures d'enregistrement, notamment en ligne, afin de faciliter les inscriptions.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ Nigéria : l'accord sur le phosphate avec le Maroc a permis la création de 50 000 emplois

Selon un communiqué de la compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC), environ 50 000 emplois ont été créés dans le pays suite à l'accord sur la fourniture de phosphate entre le Nigéria et le Maroc. 11 ateliers ont déjà été mis en production et environ 1,3 M t d'engrais produits. Le sous-accord signé entre le groupe OCP (anciennement Office chérifien des phosphates) et le groupe Dangote, à hauteur de 2,5 Mds USD, dans le cadre de la visite du roi Mohammed VI à Abuja en décembre dernier, prévoit par ailleurs la construction d'une plateforme de production d'engrais au Nigéria, d'une capacité annuelle d'1 M t d'engrais à horizon 2018 portée à 2 M t à terme.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : 1 M EUR pour des opérations de dragage dans le port de Cape Town

La division de service de dragage de *Transnet National Ports Authority* (TNPA) a entamé une campagne de maintenance dans le port de Durban au niveau du quai Duncan. Deux navires sont mobilisés afin de rétablir la profondeur originelle des chenaux et assurer une navigation sûre. Les travaux, qui devraient s'achever fin avril, font partie d'un vaste programme développé par la TNPA intégrant des opérations similaires dans différents ports d'Afrique du Sud.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Services

▼ Ghana : le gouvernement a remboursé 588 M GHC de la dette de VRA aux banques

En vertu de l'accord signé en septembre dernier avec les banques locales pour restructurer la dette du secteur électrique, dont le total s'élève à 10,4 Mds GHC (soit près de 2,4 Mds USD), le gouvernement a remboursé 588 M GHC de la dette du principal producteur d'électricité VRA, qui se monte à 2,4 Mds GHC. Un premier versement de 250 M GHC avait été effectué en septembre, suivi de deux versements trimestriels de 169 M GHC au 4^{ème} trimestre 2016 et au 1^{er} trimestre 2017. Le surendettement des entreprises publiques du secteur électrique, dont 40 % est dû aux banques locales, contribue à fragiliser le secteur financier ghanéen.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le groupe Skyrock s'implante

Le groupe Skyrock a officialisé le démarrage de ses activités en Côte d'Ivoire le 20 mars dernier par le lancement de sa première station africaine : Skyrock Abidjan. Skyrock Abidjan est une radio exclusivement sur mobile intégrée à l'application Skyrock disponible sur Android et IOS. Elle rejoint les sept *mobiradios* déjà présentes sur l'appli Skyrock, en plus du flux principal sur FM. Skyrock Abidjan inaugure ainsi un nouveau modèle de développement de la radio utilisant exclusivement les réseaux de télécommunication et les terminaux mobiles.

✉ Innocent.ndry@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : participation à EDUSPOT France

La 1^{ère} édition du salon des acteurs de l'e-éducation, de l'e-formation et de l'e-technologie, EDUSPOT France, s'est tenue du 8 au 10 mars dernier au Palais des Congrès de Paris. Cette édition a été marquée par la présence de la ministre Najat Vallaud Belkacem. Plusieurs visiteurs internationaux étaient présent, parmi lesquels une délégation ivoirienne dont faisait partie Thierry Ndoufou, inventeur de *Qelasy* (la 1^{ère} tablette éducative ivoirienne). EDUSPOT est une initiative de l'Association française des industriels du numérique de l'éducation et de la formation, avec le soutien du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Business France a contribué à la mobilisation des délégations internationales.

✉ Innocent.ndry@businessfrance.fr

▼ Mali : lancement du processus d'attribution de la 4^{ème} licence mobile

Le ministre de l'Economie numérique et de la Communication, Mountaga Tall, a reçu du gouvernement l'autorisation de lancer le processus d'attribution de la 4^{ème} licence mobile le 24 mars 2017. Cette décision intervient à la suite de l'échec de la 3^{ème} licence mobile attribuée en septembre 2012 à la société burkinabé Alpha Telecom Mali pour un montant estimé à 83 M EUR. Celle-ci n'a en effet toujours pas encore commencé ses activités.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Arcelor Mittal South Africa lance un hub ferroviaire dans le Gauteng

Le centre de distribution ferroviaire d'Isando situé à Kempton Park dans la banlieue de Johannesburg a été officiellement inauguré par le ministre du Commerce et de l'Industrie, Dr Rob Davies. 700 000 tonnes de produits finis en acier à destination du marché local vont maintenant transiter par ce nouveau hub tous les ans. Le développement de ce fret ferroviaire, en provenance à 80 % du site d'Arcelor Mittal de Newcastle, s'inscrit dans la volonté de la filiale et du gouvernement de migrer de la route au rail. Le hub d'Isando n'est d'ailleurs qu'une infrastructure provisoire qui sera remplacé courant 2018 par un projet de 10 M d'EUR à Denver, proche des locaux de Grindrod Freight Services au sud-est de Johannesburg.

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

▼ Afrique, vers un ethical Leapfrog via le digital ... ?

Le CIAN vient de publier un ouvrage « le digital en Afrique », écrit par Jean-Michel Huet de Bearing Point. L'Afrique est le théâtre d'un développement particulièrement rapide du numérique, suivant son propre schéma de développement que les experts et économistes appellent « leapfrog ». L'accès aux réseaux sociaux, ainsi qu'à l'information renforce l'exigence de transparence et d'éthique, de recherche de sens, de justice et de démocratie participative. Ces nouveaux outils numériques associés aux mutations normatives des Enjeux ESG, génèrent de nouveaux risques juridiques, sociétaux et réputationnels pour les décideurs politiques et économiques en Afrique.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ Cameroun : nouveau report de la mise en service du port en eau profonde de Kribi

A l'origine du blocage de la mise en service du port, pourtant techniquement prêt à être exploité, les retards observés dans la signature des contrats avec les consortiums adjudicataires des concessions pour la gestion des terminaux polyvalent et à conteneurs, Necotrans-KPMO pour le terminal polyvalent et Bolloré-CMA CGM-CHEC pour le terminal à conteneurs, tous deux recrutés depuis août 2015. Entre temps, l'infrastructure portuaire se rouille, les deux remorqueurs acquis et réceptionnés depuis l'année 2014 par l'Etat du Cameroun iraient en révision technique dans les prochains jours.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Zimbabwe : inauguration du premier Data Center de classe mondiale du pays par TelOne

L'opérateur historique des télécommunications du Zimbabwe, *TelOne*, a inauguré le 23 mars 2017 le tout premier data center de classe mondiale du pays. L'infrastructure, qui a coûté 1,6 M USD, a été réalisée par la société chinoise *Huawei Technologies*, sur une partie du financement de 98 M USD accordé au Zimbabwe en 2015 par *Exim Bank of China*.

📧 Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Niger : visite du Président de la République en France

Le Président de la République du Niger, Issoufou Mahamadou, a effectué une visite de travail en France du 25 au 31 mars 2017. Plusieurs sujets ont été abordés dans le cadre de cette visite, notamment : les questions migratoires, la croissance économique, le développement et la situation sécuritaire au Niger. La préparation d'un projet qui allierait sécurité et développement dans la zone du Liptako-Gourma (frontière Burkina Faso/Mali) a également été au centre des discussions. Plusieurs opérateurs pourraient participer à un projet de création d'emplois dans cette zone des trois frontières, dont l'AFD et Expertise France.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Togo : 2^{ème} édition du Printemps de la coopération germano-togolaise

La deuxième édition du Printemps de la coopération germano-togolaise, qui rassemble des entreprises allemandes, togolaises, des membres du Bundestag et des représentants des chambres de commerce et des organisations professionnelles durant une semaine a débuté le 3 avril dernier. Une délégation de 78 entrepreneurs allemands est présente à Lomé dans ce cadre. Outre les échanges, il est également prévu la signature d'un mémorandum d'entente entre l'Allemagne et le Togo portant création d'une Chambre de Commerce germano-pays africains francophones, siégeant à Lomé.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville et l'Algérie signent une quinzaine d'accords pour relancer la coopération bilatérale

En marge de la visite d'État qu'a effectuée le président de la République du Congo en Algérie, du 27 au 30 mars en vue d'aborder des questions politiques africaines et internationales d'intérêt commun, les deux pays ont signé une quinzaine d'accords visant à renforcer leur coopération bilatérale. Ces accords concernent entre autres les domaines des affaires étrangères, de l'agriculture, du commerce, de la communication, de la culture, de la marine marchande, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement technique.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

